

Merci beaucoup, monsieur l'Orateur.

• (2120)

[Français]

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, j'aimerais faire quelques observations sur cette motion qui est tout à fait pertinente à la conjoncture économique actuelle. Je tenterai de le faire rapidement compte tenu du fait que d'autres députés aimeraient bien également en faire. Je dois féliciter le parrain de cette motion qui, et je cite:

... blâme le gouvernement de ne pas avoir présenté sa stratégie industrielle globale promise ...

... depuis je ne sais combien d'années. Monsieur le président, je vais faire abstraction de certaines observations que j'ai été un peu choqué d'entendre au sujet de la partisanerie qu'on pouvait apporter dans un débat aussi important. J'ai écouté attentivement le dernier orateur du Nouveau parti démocratique qui blâmait le parti progressiste conservateur, et je pense que les Canadiens devraient savoir que grâce à eux le gouvernement actuel dirige toujours le pays, et ce n'est pas la première fois que le Nouveau parti démocratique est à la solde du parti libéral. Je me souviens des années 1974, et ainsi de suite, et s'il y a un parti qui doit être responsable de la perte de 400,000 à 500,000 emplois au Canada par rapport à ce gouvernement qui n'a pas voulu continuer d'octroyer notre crédit d'impôt sur les intérêts hypothécaires, ce qui aurait relancé vraiment le domaine de l'habitation, c'est le Nouveau parti démocratique qui doit en porter la responsabilité autant que le gouvernement actuel. Il y a des limites quand même! Là, je ne parlerai pas longtemps du NPD, parce que chez nous au Québec on ne connaît pas tellement cela, et même les trois lettres du NPD au Québec souvent ... Je me souviens du candidat qui était mon adversaire dans ma circonscription; on écrivait alors sur les panneaux publicitaires: NPD veut dire: Nous perdons d'avance. Ce n'est donc pas au Québec le parti qui nous dérange le plus.

J'aimerais également, monsieur le président, rapidement rappeler les propos du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lumley) qui mentionnait les efforts que le gouvernement a faits depuis 1981. Bien il est clair que le gouvernement fait des efforts; il est clair également que le gouvernement a agi comme un pompier doit agir lorsqu'un incendie se déclare. Donc, la motion d'aujourd'hui blâme le gouvernement, et je pense que tout le monde voudra bien prendre au sérieux le fait qu'au cours des 20 dernières années, ce ne sont pas les progressistes conservateurs qui ont fait perdre le temps à cette Chambre compte tenu des mois au pouvoir. Depuis les 20 dernières années, nous savons parfaitement bien que nous avons eu, sauf une exception près, une très courte durée, un régime libéral fait que nous nous retrouvons aujourd'hui dans la situation que nous connaissons.

Faut-il parler des milliers de faillites que nous connaissons, faut-il parler du chômage qui s'est multiplié par dix depuis les dix dernières années, faut-il parler de la situation que nous connaissons actuellement? Le député libéral qui m'a précédé déclarait que l'entreprise privée ne pourrait pas mener à bonne fin sa propre administration sans la coopération du gouvernement. Monsieur le président, nous savons parfaitement bien que dans une stratégie industrielle, le gouvernement devra, bien sûr, préparer un climat intéressant pour l'investissement,

Les subsides

qu'il doit présenter à l'industrie privée des orientations à moyen et long terme s'il est disposé à faire de la place à l'entreprise privée, et à partir de là, le gouvernement doit apporter des suppléments à certains secteurs ou à certaines régions plus démunis que d'autres. Il n'y a aucun doute là-dessus, mais c'est dans les cadres d'une stratégie industrielle et une politique économique à moyen et à long terme. Mais cette politique économique ou cette stratégie industrielle, monsieur le président, ce n'est pas moi qui va inventer des solutions ce soir, mais le gros bon sens m'oblige à dire à la Chambre que le gouvernement n'a pas fait les efforts nécessaires pour mettre sur pied une stratégie semblable, c'est-à-dire, tout d'abord, réunir le secteur industriel, c'est-à-dire l'investisseur, l'homme d'affaires, le syndicat lorsqu'on veut parler de productivité, cela c'est important, et bien sûr le gouvernement ou les ministères responsables. Une véritable stratégie industrielle n'a pas été présentée à la Chambre à ma connaissance depuis les 15 dernières années, et je me réfère aux 20 dernières années. Je pense qu'il n'y a véritablement pas eu de stratégie industrielle à ce niveau-là. Bien sûr que le premier ministre du Canada (M. Trudeau) a une conception nettement socialisante sur l'ensemble de l'économie.

Et cela, nos amis les libéraux savent d'où vient le premier ministre du Canada avant d'être chef du parti libéral. Et cela est important, et je suis sérieux quand j'en parle, monsieur le président, parce que les néo-démocrates se plaignent souvent de la politique appliquée par le parti libéral, et c'est une conception socialiste du premier ministre du Canada et les libéraux ne se rendent pas compte dans quel bateau le premier ministre les a amenés lui-même. Il applique si mal sa politique socialiste que les socialistes ne veulent plus l'appuyer et de plus ne peuvent pas voter en sa faveur. C'est renversant! Il n'en demeure pas moins que toute la conception du gouvernement actuellement est faussée par le biais de la vision qu'a le premier ministre de ce pays. Et le parti libéral n'était pas de ce côté il n'y a pas tellement longtemps encore, si ce n'est que depuis les 15 dernières années. Je demanderais tout simplement aux députés de réfléchir sérieusement et honnêtement sur la situation qui existe actuellement. Il n'y a aucun doute que le Canada fait face à une situation épouvantable.

Les Canadiens s'inquiètent. La jeunesse canadienne traverse une crise de désespoir, mais pourquoi, monsieur le président? Parce qu'il n'y a pas eu de véritable stratégie industrielle. Que serait-il arrivé? Le ministre tantôt parlait de l'aide apportée aux sociétés Canadair et de Havilland, par exemple. Est-ce que cela crée un nouvel emploi au moment où on se parle? Non. C'est encore un effort que le gouvernement fait pour sauver ce qu'il reste. Si on avait eu une véritable politique ou stratégie industrielle, est-ce que l'industrie de la chaussure ou du textile aurait connu les difficultés qu'elle a connues au cours des dernières années? Bien sûr, on nous dira: On a lancé des millions de dollars. Le ministre nous l'a dit tantôt. Dans le domaine du textile, on a recommandé l'octroi de millions de dollars, et pourquoi? Pour une pré-retraite à 50 ans, monsieur le président. Il est clair qu'on a abdiqué l'avenir de l'industrie du textile. On va aider d'autres secteurs. Combien de temps a-t-il fallu au ministre pour décider de rétablir les quotas pour l'industrie de la chaussure? Cinq ou six mois, et à la Chambre,